

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N°1901447

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FEDERATION POUR LES ESPACES
NATURELS ET L'ENVIRONNEMENT DES
PYRENEES-ORIENTALES
ASSOCIATION « MIEUX VIVRE A SALSES »
M. PIQUEMAL

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Marianne Hardy
Juge des référés

Le juge des référés

Ordonnance du 12 avril 2019

40-02-02
54-035-02-03-01
D

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 22 mars 2019, la « Fédération pour les espaces naturels et l'environnement des Pyrénées-Orientales » (FRENE 66), l'association « Mieux vivre à Salses » et M. Michel Piquemal, représentés par Me Busson, demandent au juge des référés :

1°) de suspendre l'exécution de l'arrêté n° PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 du 16 août 2018 par lequel le Préfet des Pyrénées-Orientales a autorisé la société Sablière de la Salanque à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire et ses installations de traitement et transit de matériaux située aux lieux-dits « Serrat de la Traverse », « Castel Vell », « Les Estagnols » et « Clots d'en Boquer », sur la commune de Salses-le-Château ;

2°) de condamner l'Etat à leur payer la somme de 3 618 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- leur intérêt pour agir est établi ;
- la condition d'urgence est remplie dès lors que les travaux de défrichement et de décapage, qui viennent de commencer, vont avoir des impacts irréversibles sur les espèces protégées et leurs habitats ;

- il existe un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée dès lors, d'une part, que l'avis d'enquête public ne comportait aucune indication sur la partie du projet relative au stockage de déchets inertes, ce qui a porté atteinte à l'information du public, et, d'autre part, que l'arrêté est entaché d'une erreur de droit dans la mesure où l'extension autorisée ne satisfait pas aux conditions posées par l'article L. 411-2 du code de l'environnement dès lors qu'elle ne constitue pas une raison impérative d'intérêt public majeur et que l'atteinte au maintien de plusieurs populations dans leur aire de répartition naturelle est disproportionnée.

Par un mémoire enregistré le 9 avril 2019, la société Sablière de la Salanque, représentée par Me Pietra, conclut au rejet de la requête et à la condamnation des requérants à lui verser une somme de 10 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- les requérants ne justifient pas d'un intérêt pour agir ;
- la condition d'urgence n'est pas remplie ;
- les moyens tirés du non-respect de la législation concernant les modalités de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées sont inopérants à l'encontre de l'autorisation d'exploiter ;
- il n'existe pas de doute sérieux quant à la légalité de la décision.

Par un mémoire, enregistré le 9 avril 2019, le préfet des Pyrénées-Orientales conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- l'association « Mieux vivre à Salses » et M. Piquemal ne justifient pas de leur intérêt pour agir ;
- la condition d'urgence n'est pas remplie ;
- le moyen tiré de l'irrégularité de la procédure n'est pas fondé ;
- les moyens concernant la dérogation aux espèces protégées sont inopérants à l'appui du recours contre l'autorisation d'extension de l'exploitation ;
- les autres moyens soulevés ne sont pas fondés.

Par un mémoire en intervention en défense, enregistré le 11 avril 2019, la commune de Salses-le-Château, représentée par Me Lerat, conclut au rejet de la requête et à la condamnation des requérants à lui verser la somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- elle a intérêt au maintien de l'arrêté contesté ;
- l'association FRENE 66 ne justifie pas de la qualité pour agir de son président ;
- l'association « Mieux vivre à Salses » et M. Piquemal ne justifient pas d'un intérêt pour agir contre l'arrêté contesté ;
- le critère de l'urgence n'est pas constitué ;
- il n'existe aucun moyen propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté contesté.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017;
- le code de justice administrative.

La présidente du tribunal a désigné Mme Marianne Hardy, vice-présidente, pour statuer sur les demandes de référé.

Ont été entendus au cours de l'audience publique du 11 avril 2019 :

- le rapport de Mme Hardy,
- les observations de Me Lemire, représentant l'association FRENE 66, l'association « Mieux vivre à Salses » et M. Piquemal, qui maintiennent leurs conclusions et moyens qu'ils précisent,
- les explications de M. Leteurtre et de M. De Sousa, représentant le préfet des Pyrénées-Orientales,
- les observations de Me Pietra, représentant la société Sablière de la Salanque,
- et les observations de Me Lerat, représentant la commune de Salses-le-Château.

La clôture de l'instruction a été prononcée à l'issue de l'audience.

Considérant ce qui suit :

1. Par deux arrêtés du 16 août 2018, le préfet des Pyrénées-Orientales a, d'une part, autorisé la société Sablière de la Salanque, qui exploite, depuis les années 1990, une carrière sur le territoire de la commune de Salses-le-Château, à poursuivre et étendre son exploitation et ses installations de traitement et transit de matériaux aux lieux-dits « Serrat de la Traverse », « Castel Vell », « Les Estagnols » et « Clos d'en Boquer » et, d'autre part, lui a accordé une dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées, pour l'extension de cette carrière. Par la présente requête l'association « Fédération pour les espaces naturels et l'environnement des Pyrénées-Orientales » (FRENE 66), l'association « Mieux vivre à Salses » et M. Piquemal demandent au juge des référés, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, de suspendre l'exécution de l'arrêté portant autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de ladite carrière.

Sur l'intervention de la commune de Salses-le-Château :

2. La commune de Salses-le-Château, qui a conclu avec la société Sablière de la Salanque un contrat de forage l'autorisant à extraire, moyennant le paiement de redevances, les matériaux existant dans tout ou partie des vacants communaux, a intérêt au maintien de l'arrêté attaqué. Ainsi son intervention est recevable.

Sur les conclusions aux fins de suspension :

3. Aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision. (...)* ».

4. A l'appui de ses conclusions tendant à la suspension de l'arrêté autorisant la société Sablière de la Salanque à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de Salses-le-Château, les requérants font valoir, d'une part, que l'avis d'enquête public ne comportait aucune indication sur la partie du projet relative au stockage de déchets inertes, ce qui a été de nature à priver le public d'une information complète, et, d'autre part, que l'arrêté a été pris en méconnaissance des dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement en l'absence de raison impérative d'intérêt public majeur eu égard au caractère exceptionnel de l'environnement, au nombre d'espèces protégées impactées, à l'insuffisance des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et à la circonstance que le projet ne satisfait à aucun intérêt général mais aux seuls intérêts de l'exploitant. Toutefois, compte tenu des documents produits au dossier, aucun de ces moyens n'est propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté contesté du préfet des Pyrénées-Orientales n° PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 du 16 août 2018.

5. Il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin d'examiner les fins de non-recevoir opposées ni de se prononcer sur la condition tenant à l'urgence, que les conclusions des requérants tendant à la suspension de l'exécution de cet arrêté doivent être rejetées.

Sur les frais liés au litige :

6. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce qu'il soit mis à la charge de l'Etat, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance, une somme quelconque au titre des frais non compris dans les dépens exposés par les requérants.

7. La commune de Salses-le-Château, intervenante en défense n'étant pas partie à la présente instance, les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce qu'il soit mis à la charge des requérants la somme qu'elle demande au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

8. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'association FRENE 66, de l'association « Mieux vivre à Salses » et de M. Piquemal la somme globale de 1 500 euros au titre des frais non compris dans les dépens exposés par la société Sablière de la Salanque.

O R D O N N E :

Article 1^{er} : L'intervention de la commune de Salses-le-Château est admise.

Article 2 : La requête présentée par l'association « Fédération pour les espaces naturels et l'environnement des Pyrénées-Orientales », l'association « Mieux vivre à Salses » et M. Michel Piquemal est rejetée

Article 3 : L'association « Fédération pour les espaces naturels et l'environnement des Pyrénées-Orientales », l'association « Mieux vivre à Salses » et M. Michel Piquemal verseront à la société Sablière de la Salanque la somme globale de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

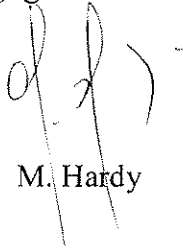
Article 4 : Les conclusions de la commune de Salses-le-Château tendant à l'application de l'article L.761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : La présente ordonnance sera notifiée à la « Fédération pour les espaces naturels et l'environnement des Pyrénées-Orientales », à l'association « Mieux vivre à Salses », à M. Michel Piquemal, à la société Sablière de la Salanque, à la commune de Salses-le-Château et au ministre de la transition écologique et solidaire.

Copie en sera adressée pour information au préfet des Pyrénées-Orientales.

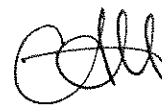
Fait à Montpellier, le 12 avril 2019.

Le juge des référés,



M. Hardy

Le greffier,



A. Lacaze

La République mande et ordonne au ministre de la transition écologique et solidaire en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Montpellier, le 12 avril 2019

Le greffier,



A. Lacaze

